

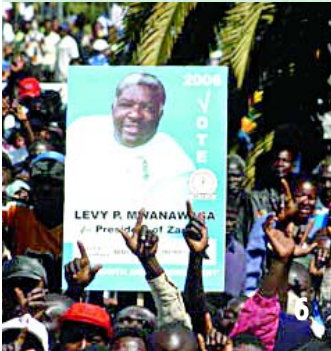


LA COMMUNAUTE POUR LE DEVELOPPEMENT DA L'AFRIQUE AUSTRALE AUJOURD'HUI



SADC Aujourd'hui, Vol 9 No. 4 Octobre 2006

A L'INTERIEUR...



13



Vers une zone d'investissement

par Joseph Ngwawi

POLITIQUE	3
COMMERCE	4
SANTÉ	5
ÉLECTIONS	6
PROFIL	7
INVESTISSEMENT	8-9
TECHNOLOGIE	10
INNOVATIONS	11
AFFAIRES	12
COMMUNAUTÉ	13
LIVRES	14
ÉVÈNEMENTS	15
HISTOIRE	16

LES PAYS de l'Afrique Australe sont optimistes sur le fait qu'une économie régionale en plein essor et une stabilité politique sont les ingrédients pour une augmentation de l'afflux d'investissement étranger direct (FDI) et une intégration régionale plus poussée.

Maintenu par la perspective d'une croissance économique de six pour cent en 2006, les Etats Membres de la SADC s'appêtent à renforcer la compétitivité de la région en tant que destination d'investissement.

L'économie des 14 membres de la SADC a augmenté de cinq pour cent en 2005 et est supposée améliorer cette performance, cette année, sur l'exemple de sérieuses performances par des pays tels que l'Angola.

L'Angola a atteint le taux de croissance réelle le plus élevé du Produit Intérieur Brut (PIB) en 2005 de 15,6 pour cent, suivi du Botswana 8,3 pour cent, du Mozambique à 7,7 pour cent et de la République Unie de Tanzanie avec une croissance de 6,9 pour cent.

L'année dernière, l'Afrique du Sud, puissance économique régionale, a enregistré un modeste cinq pour cent de croissance réelle du PIB, selon les chiffres publiés en août lors du Sommet SADC à Maseru, Lesotho.

L'impressionnante croissance de l'Angola est le résultat d'un affermissement des tarifs internationaux

de pétrole et d'une ruée consécutive des investisseurs vers ses gisements.

On constate des ruées similaires vers les gisements de Madagascar, avec un bon nombre de compagnies pétrolières internationales visant les vastes réserves "d'or noir" des Iles de l'Océan Indien.

Les statistiques du Comité de la SADC des Gouverneurs de Banques Centrales montrent qu'il existe un potentiel non négligeable pour l'investissement au sein de la SADC. L'un des indicateurs est l'épargne nationale brut en tant que proportion du PIB ou des pays tels que le Botswana, Lesotho et l'Ile Maurice jouissent d'une épargne moyenne de plus de 20 pour cent par an depuis l'an 2000.

En terme de sources de FDI dans la SADC, le rôle grandissant de l'Afrique du Sud en tant qu'investisseur dans la région, plus spécifiquement dans les industries de service, est important.

Pour soutenir l'énergique croissance économique, les dirigeants du groupe économique de 14 membres a approuvé le protocole de la SADC sur les Finances et l'Investissement, qui vise à harmoniser les politiques de financement et d'investissement des états membres et d'assurer que les changements des politiques d'un pays n'affectent pas les autres.

suite page 2

Vers une zone d'investissement

Suite de la page 1

Le protocole est un tremplin pour une région dont le but est de devenir une zone de libre échange d'ici 2008 et un syndicat des douanes deux ans plus tard.

Il fut signé par sept Etats Membres - République Démocratique du Congo, Lesotho, Madagascar, Ile Maurice, Mozambique, Afrique du Sud et République Unie de la Tanzanie. Les autres pays doivent obtenir l'approbation de leurs parlements ou l'accord de leurs Avocats Généraux avant de signer des protocoles internationaux.

Le Protocole de la SADC sur les Finances et l'Investissement entrera en vigueur 30 jours après ratification par un minimum de neuf Etats Membres.

Le protocole facilitera la création d'un climat favorable au sein de la SADC, la réalisation de la stabilité et convergence macroéconomique; la coopération dans les affaires fiscales; et la coordination et coopération sur les politiques de contrôle d'échange.

A travers le protocole, les Etats Membres faciliteront et créeront des conditions favorables pour attirer les investissements dans leurs pays par le biais de mesures administratives appropriées et de l'autorisation expéditive de la ratification des projets.

Cela prend actuellement entre deux jours et plus d'un mois pour obtenir l'approbation d'un projet d'investissement dans la région.

Certains pays comme la République Unie de Tanzanie ont placé des officiels provenant de tous les départements clés au sein du centre d'investissement de la Tanzanie afin de fournir des informations utiles aux investisseurs pour l'obtention des autorisations et des permis. Cette facilité d'investissement à service multiple garantit que les investisseurs n'aient pas à aller d'un département de gouvernement à l'autre.

Dans l'intérêt de créer un climat d'investissement

prévisible, les Etats Membres de la SADC ont également convenu de ne pas arbitrairement amender ou modifier - au détriment des investisseurs - les termes, conditions et tous bénéfices spécifiés dans les lettres d'autorisation données aux investisseurs sur l'autorisation de projets.

Les gouvernements ont également convenu de soutenir le développement des entrepreneurs locaux et régionaux et de renforcer la capacité régionale de production au moyen de développement de compétences, l'expansion de petites et moyennes entreprises et d'investissement approprié dans l'infrastructure de soutien.

Un plus grand rôle est envisagé pour les partenariats public-privé (PPPs). Les Etats Membres ont résolu de coopérer sur des politiques et questions relatives qui encourageront et faciliteront l'usage des PPPs visant à assurer le développement régional.

Le concept de PPP sera crucial dans l'exécution de projets infrastructureux. Le rôle du secteur privé a été identifié dans certains projets d'infrastructure de la SADC tels que les Installations de Transport et Commerce sur la Baie de Walvis/ le projet des Corridors Trans Caprivi.

Ce projet vise, entre autre, à développer des lignes directrices sur la création de postes frontiers offrant un service multiple au sein des deux corridors et de développer une infrastructure. Il sera mis en oeuvre par le gouvernement namibien, le Groupe du Corridor de Walvis Bay et les opérateurs de transport.

En ce qui concerne la protection des investissements, le protocole prévoit un organisme que les Etats Membres ne pourront nationaliser ou exproprier les investissements excepté "pour un objectif public, sous l'égide d'une loi de processus appropriée sur une base non-

discriminatoire et sujet au paiement de compensation prompt, adéquate et efficace".

Les Etats Membres ont entrepris d'éventuellement harmoniser leurs politiques et législations nationales respectives dans l'esprit d'éviter toute discrimination envers les investisseurs.

Les Etats Adhérents devront poursuivre l'harmonisation dans l'objectif de développer la région en une zone d'investissement SADC, qui devra entre autres choses, inclure l'harmonisation des régimes d'investissement, y compris les politiques, lois et pratiques conformément aux meilleures pratiques au sein d'une stratégie générale vers l'intégration régionale, selon le contenu d'une partie du protocole.

Les Etats Membres s'efforceront d'atteindre une

convergence macroéconomique, un des principal composant dans la quête pour l'établissement d'une Zone de Libre Echange SADC et un Syndicat des Douanes.

La difficulté pour les Etats Membres sera de promouvoir et d'établir la prévision, confiance, obligation et intégrité en adhérant à et en mettant en application des politiques, pratiques, règlements et procédures ouverts et transparents.

Les pays de la SADC reconnaissent également le besoin d'adhérer aux meilleures pratiques en termes de protection de la santé nationale, des mesures de sécurité ou environnementales et convenir de ne pas ignorer les traités internationaux qu'ils ont ratifié pour obtenir des investissements.

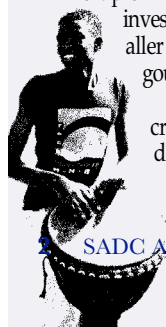
Points marquants du Protocole de Finance et d'Investissement

A partir de la date d'entrée en vigueur du protocole, les Etats Membres ont convenu de prendre des mesures pour:

- Converger sur les politiques économiques orientées vers la stabilité;
- Coopérer dans les affaires de fiscalité et coordonner leurs régimes de taxe au sein de la région;
- Coopérer et coordonner les politiques de contrôle d'échange;
- Harmoniser les structures légales et opérationnelles de leurs banques centrales respectives;
- Coopérer parmi leurs banques centrales en ce qui concerne les paiements, les compensations et les systèmes de versement;
- Harmoniser les standards et pratiques de supervision bancaires;
- Etablir un Réseau d'Institutions pour le Développement de Finance

afin d'accroître le flot de capitaux transfrontière;

- Renforcer le capital domestique et les marchés financiers dans l'intention de créer un marché régional capital et financier;
- Renforcer la coopération parmi les bourses des valeurs respectives;
- Coopérer en ce qui concerne l'anti-blanchiment de l'argent;
- Etablir un Projet de Préparation et un Fond de développement dans le but de fournir une assistance technique vers l'identification de projet, la sélection et les études de faisabilité. Les fonds seront également utilisés pour financer des projets sélectionnés; et
- Etablir une Commission de Révision des Pairs qui se réunira une fois l'an pour diriger le contrôle et la surveillance macroéconomique.



Equipe Spéciale Ministérielle pour définir le plan d'exécution

LA SADC a instauré une équipe spéciale ministérielle pour recommander des actions sur une mise en oeuvre accélérée des politiques convenues pour libérer le potentiel de la communauté économique régionale.

L'équipe spéciale se compose des ministres de finance, développement économique, planification, commerce et des industries de tous les Etats Membres de la SADC.

Les Chefs d'Etat et de Gouvernement de la SADC ont établi l'équipe spéciale ministérielle lors de leur Sommet au Lesotho en août, afin de travailler avec le Secrétariat pour définir un plan pour "l'éradication de la pauvreté et proposer des mesures pour une mise en oeuvre accélérée."

Les dirigeants ont ordonné à l'équipe spéciale de présenter des recommandations pour un sommet extraordinaire prévue à Maseru, Lesotho, "pas plus tard qu'octobre".

Les dirigeants de la SADC sont très critiques sur la lenteur à laquelle les programmes et projets régionaux sont mis en place.

Les difficultés causées par les adhésions multiples aux Communautés Economiques Régionales (REC) ont contribué au retard dans l'accomplissement des objectifs d'intégration régionale tels que la Zone de Libre Echange de la SADC et le Syndicat de Douanes prévus pour 2008 et 2010, respectivement.

La plupart de membres de la SADC appartiennent à plus d'une REC, dont certaines prévoient de créer un syndicat des douanes.

Les règles de l'Organisation Mondiale du Commerce, cependant, exigent qu'un pays membre n'appartienne pas à plus d'un syndicat des douanes.

Les débordements existent dans les adhésions de la SADC, le Syndicat des Douanes de l'Afrique Australe (SDAA), le Marché Commun pour l'Afrique de l'Est et Australe (COMESA), la Communauté de l'Afrique de l'Est et le Forum de Facilitation pour l'Intégration Régionale (RIFF).

Le Sommet de l'Union Africaine à Banjul, Gambie, en juillet a produit un moratoire sur la formation de nouvelles RECs tout en reconnaissant l'existence de huit, uniquement, à travers le continent. En Afrique de l'Est et Australe, seules la SADC et COMESA figurent parmi les huit.

La décision de l'Union Africaine a fait ressortir une autre dimension, ajoutant à la complexité au sein de laquelle les Etats Membres de la SADC doivent prendre d'urgentes décisions sur le problème d'adhésion multiple.

La SADC peaufine sa structure institutionnelle

LE CONSEIL des ministres a ordonné au Secrétaire Général de la SADC, Tomaz Augusto Salomão, de peaufiner la structure institutionnelle de l'organisation régionale afin de renforcer son processus de restructuration et de créer un organe plus efficace et plus concentré.

Salomão travaillera en consultation avec la Troika pour produire des recommandations sur le peaufinement du processus de restructuration dans lequel la SADC s'est engagée, il y a 6 ans. Il est supposé soumettre un rapport au Conseil lors de sa prochaine réunion en février 2007.

Il fut remarqué que dans la phase actuelle d'intégration régionale, il n'était pas nécessaire de centraliser et donner priorité à tous les domaines de coopération.

La Troika se compose du président de la SADC, Pakalitha Mosisili Premier Ministre du Lesotho; le président adjoint, Levy Mwanawasa Président de la Zambie; et l'ancien président, Festus Mogae Président du Botswana.

Prenant la parole - au Sommet pour la première fois, Salomão a cité ses priorités comme étant la stabilisation du Secrétariat et l'amélioration de sa capacité pour exécuter les priorités clés de la SADC.

Des fonds pour accélérer les projets

LES ETATS membres devront assumer de plus grandes responsabilités pour la mobilisation de fonds des programmes et projets de la SADC si la région veut progresser plus rapidement vers l'atteinte d'une vision commune.

La structure de mobilisation de fonds de la SADC était une cause majeure d'inquiétude durant le Sommet 2006 au Lesotho, avec les Chefs d'Etats et de Gouvernement convenant du fait que le scénario financier actuel n'est pas viable et est la preuve d'un engagement insuffisant pour le développement régional.

Actuellement, 61 pour cent du budget de la SADC proviennent de partenaires coopérant internationalement, le reste venant de contributions des Etats Membres.

"Nous avons besoin de prouver notre engagement en

contribuant de manière substantielle avec nos propres ressources vers les programmes et les projets," déclare le Président Festus Mogae du Botswana, président sortant de la SADC.

Le sommet a chargé le Secrétariat d'accélérer le processus menant à l'établissement d'un

Fond de Développement Régional de la SADC, qui financera les projets de développement basés sur la mobilisation des propres ressources des Etats Membres tel les fonds d'assurance et caisse de retraite, ainsi que d'autres sources régionales de financement.

Vers un Protocole SADC sur la Parité des Sexes

LE SOMMET annuel SADC tenu à Maseru a sanctionné le processus de rédaction d'un Protocole SADC sur la Parité des Sexes et a chargé le Secrétariat de la SADC de s'assurer que des consultations minutieuses soient entreprises avec les Etats Membres.

L'approbation du processus de rédaction du Protocole SADC sur la Parité des Sexes accélérera les

activités pour considération du protocole, qui sera présenté lors du prochain Sommet SADC des chefs d'Etats et de Gouvernement, à Lusaka, Zambie en 2007.

Une équipe spéciale chargée de guider le processus fut constituée en mars de cette année composée de l'unité SADC sur la Parité des Sexes, le gouvernement et les représentants de la société civile.

La SADC souhaite que le financement UE ne soit pas lié aux négociations APE

LA SADC a établi un comité technique afin d'engager l'Union Européenne, en vue de désassocier la programmation de fond de développement et les négociations d'Accord de Partenariat Economique.

L'Union Européenne (UE) a exprimé son inquiétude concernant la configuration des Etats Membres en deux groupements pour les négociations APE et insiste sur l'établissement accéléré d'un Syndicat SADC des Douanes comme conditions pour lancer les négociations.

L'objectif est de pousser les Etats Membres de la SADC à résoudre la question d'adhésion multiple dans les Communautés Economiques Régionales (REC) afin qu'elles puissent entreprendre les négociations APE comme un seul bloc.

Cette approche a entravé l'introduction de la 10^{ème} programmation du Fond de Développement Européen (FDE).

Les Etats Membres ayant une double adhésion à la SADC et au Marché Commun pour l'Afrique de l'Est et l'Afrique Australe (Comesa) négocient en tant que groupement

régional de l'Afrique de Est et Australe (ESA). Il s'agit de la République Démocratique du Congo, Madagascar, le Malawi, l'Ile Maurice, la Zambie et le Zimbabwe.

Les dialogues SADC-UE furent amorcés à Windhoek, Namibie en juillet 2004, avec sept pays négociant sous la configuration SADC, notamment l'Angola, le Botswana, le Lesotho, le Mozambique, la Namibie, le Swaziland et la République Unie de Tanzanie.

L'Afrique du Sud participe en qualité d'observateur, après avoir conclu son propre accord commercial avec l'UE à la fin des années 90.

"Le Conseil a réitéré la position de la SADC que les négociations APE et la 10^{ème} programmation EDF sont basées sur le programme d'intégration de la SADC décrit dans le Plan Stratégique Indicatif de Développement Régional (RISDP) et le Plan Stratégique Indicateur de l'Organe sur la Politique, la Défense et la Coopération dans le domaine de la Sécurité (SIPO)," explique Timothy Thahane,

président du Conseil et Ministre des Finances et de la Planification Economique du Lesotho.

Les ministres ont également noté que la question des adhésions multiples des REC était une question de politique et de souveraineté, sur laquelle seuls les Etats Membres individuels peuvent prendre une décision, sans que les autres imposent leur opinion.

L'EDF est l'instrument principal de l'UE pour la coopération de développement dans les pays de l'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP). Chaque période de financement est conclue pour cinq ans et les cycles ont généralement suivi ceux des accords de partenariats avec les pays ACP depuis la conclusion de la première convention de partenariat en 1964.

Le neuvième EDF fut conclu en même temps que l'accord de Cotonou atteignant le cap de l'an 2000 entre l'UE et les pays ACP.

Les APE remplaceront les chapitres commerciaux de l'Accord de Cotonou et les préférences commerciales à sens unique avec des arrangements commerciaux réciproques entre les ACP et l'UE.

Des négociations substantielles, commencées en janvier 2005, seront en cours jusqu'en juin 2007. Ces négociations portent sur l'accès au marché pour les produits agricoles et non-agricoles et les pêcheries, les services de reprise, le développement de coopération, autres questions relatives au commerce et aux clauses juridiques.

Une réunion de la Troika ministérielle SADC/UE est prévue pour le 16 et 17 novembre à Maseru, Lesotho, sous le thème "Accélérer la mise en oeuvre de l'Intégration Régionale de la SADC et du Programme de Développement".

Une zone de Préservation Transfrontière Limpopo-Shashe



L'affluence de la nature n'est pas entravée par les frontières politiques

LE BOTSWANA, l'Afrique du Sud et le Zimbabwe ont signé un Protocole d'Accord pour l'établissement de la zone de Préservation Transfrontière Limpopo-Shashe, qui couvrira éventuellement 140 000 hectares.

Il existe des zones de préservation dans les trois pays à la confluence de deux rivières qui formeront un grand parc international. De vastes portions du parc en phase de conception appartiennent encore au secteur

privé et il a fallu 16 années pour rédiger le protocole international.

Les zones de préservation transfrontière sont un concept assez nouveau basé sur le principe que le flot de la nature, y compris les rivières, le vent, la végétation et les animaux, ne sont pas limitées par les frontières politiques.

Les pays voisins peuvent financièrement bénéficier des ressources naturelles qu'ils partagent, dans un processus qui promouvoit la paix et la stabilité.

Un pont pour remplacer le ferry à Kazungala

LE BOTSWANA, la Zambie et le Zimbabwe ont signé un accord pour la construction d'un pont sur leur frontière commune sur la rivière du Zambèze.

Les dirigeants des trois pays ont signé un Protocole d'Accord (MOU) à Harare en août, signifiant ainsi leur engagement pour un commerce intra-régional plus ambitieux et la circulation trans-frontière des personnes.

Une installation de contrôle frontrière à fonction multiple sera mise en place sur le pont de Kazungala dès que la structure

juridique et administrative sera développée.

Les pays exploreront le financement adéquat pour le pont, qui sera construit sur la base d'un système d'appel d'offre selon l'approvisionnement convenu et les procédures de soumission.

"Dans tous les cas, les parties feront des contributions équitables vers les coûts de la conception et de la construction du pont et des installations de contrôle frontrière, stipule le Protocole d'Accord. Un comité technique d'organisation sera établi afin de coordonner le projet.



La SADC renforce les interventions VIH et SIDA

UN ARRANGEMENT de financement sur une période de deux ans d'un montant de US\$5,3 millions pour combattre la propagation du VIH et SIDA fut signé par la SADC avec un certain nombre de bailleurs de fonds sous la direction de l'Agence Suédoise de Coopération pour le Développement International (Sida).

Le Secrétariat de la SADC a également garanti US\$30 millions de la Banque Africaine de Développement pour soutenir un programme afin de lutter contre les trois affections contagieuses du VIH, tuberculose (TB) et paludisme.

Le président du Conseil des Ministres, Timothy Thahane, Ministre des Finances et de la Planification Economique du Lesotho, déclare que la SADC est déterminée à "pousser de l'avant et à réduire la pandémie en augmentant nos interventions."

Il annonce l'instauration d'une commission ministérielle pour superviser le développement du Fond Régional pour le VIH et SIDA.

Thahane a également annoncé les premiers dons provenant des Etats Membres. L'Afrique du Sud et le Swaziland ont versé leur engagement de R1 million (environ 139 000US\$), et US\$30 000, respectivement. Le Lesotho a promis US\$100 000.

"Il est important que nous menions la lutte contre le VIH et SIDA à travers la mise à disposition des ressources nécessaires", souligne Thahane, en remarquant que les programmes SADC VIH et SIDA sont confrontés à de nombreuses difficultés, d'où le succès limité dans les interventions de prévention.

"Ceci est lié à la féminisation du VIH et SIDA dans la région résultant de la disparité des sexes, du statut socio-économique inférieur des femmes, de la violence basée sur le sexe; et de l'accès inapproprié au traitement parmi les femmes dans la plupart des Etats Membres," ajoute Thahane.



Timothy Thahane (gauche), la SADC est déterminée à réduire la pandémie du SIDA

Selon le Programme Commun des Nations Unies sur le VIH et SIDA (UNAIDS), seuls trois pays de l'Afrique Australe ont atteint l'objectif "Trois par Cinq. Ce sont le Botswana, l'Ile Maurice et la Namibie.

L'initiative "Trois par Cinq, lancée en 2003 par l'UNAIDS et

l'Organisation Mondiale de la Santé, est un objectif global pour d'ici la fin de 2005 fournir le traitement ARV à trois millions de personnes vivant avec le SIDA dans les pays à faible et moyen revenu ainsi que des conseils sur les besoins nutritionnels qui l'accompagnent.

Les progrès limités dans la lutte contre le VIH et SIDA, déclare Thahane, sont accompagnés d'un manque de programme localement mené sur la recherche dans les Etats Membres de la SADC et d'une lente mise en oeuvre des engagements nationaux, régionaux, continentaux et globaux."

Le Brésil assiste l'Angola et le Mozambique pour renforcer la recherche dans le secteur public

LE BRÉSIL prévoit de lancer un projet afin de revigorer la recherche dans le domaine de la santé publique dans les pays africains lusophones.

Le projet commencera en Angola avant d'être introduit au Mozambique et ailleurs.

Dans le cadre du projet, les chercheurs brésiliens enseigneront un diplôme de Ma trise sur deux ans dans le domaine de la recherche en santé publique à l'Ecole Nationale de Santé Publique de l'Angola à Luanda, à partir du mois d'octobre.

La Fondation Oswaldo Cruz (Fiocruz), un centre de recherche de pointe lié au Ministère de la Santé du Brésil, coordonne le projet avec le soutien de l'agence fédérale brésilienne de financement pour la recherche, Capes, et le gouvernement angolais.

Ensembles, les trois institutions contribuent un peu plus d'1US\$ million pour le projet.

"Des étudiants de l'Angola et du Mozambique sont déjà inscrits à Fiocruz pour la Ma trise et le



La sensibilisation de la santé publique aide à réduire la propagation des maladies infectieuses

Doctorat, mais trouvent rarement des opportunités d'emploi à leur retour dans leurs pays," informe Maria do Carmo Leal, vice-présidente de Fiocruz pour l'éducation, l'information et la communication.

Le but du projet est d'aider les pays lusophones à consolider l'infrastructure locale de recherche qui pourrait absorber des chercheurs formés ailleurs.

Le programme de ma trise au nouvel institut angolais portera sur des recherches liées aux principaux problèmes de santé

publique de l'Angola, tels que les maladies infectieuses.

Les étudiants passeront trois mois de leur deuxième année au Brésil pour des travaux de recherche et la rédaction de leurs dissertations en collaboration avec les superviseurs de Fiocruz.

Ils auront accès gratuit à plus de 10 000 journaux scientifiques par le site web actuellement utilisés par les scientifiques brésiliens.

Le projet inclut également des plans pour rénover les collèges techniques de l'Angola et équiper leurs bibliothèques.

La Zambie teste un nouveau système électoral

LA ZAMBIE a utilisé un nouveau système électoral durant les élections tripartites du 28 septembre comme faisant partie des mesures pour améliorer l'administration des élections et relancer la confiance des électeurs.

Le pays a voté pour le Président de la République, les membres du parlement et les conseillers municipaux.

Pour la première fois, la Commission Electorale de la Zambie (ECZ) a utilisé un système électronique dans lequel les coordonnées des électeurs étaient enregistrées dans une base de donnée, la rendant moins vulnérable aux manipulations pendant la vérification de l'identité des électeurs.

Les élections précédentes furent menées en utilisant les documents nationaux d'identification.

Le nouveau système utilise "la biométrie", c'est-à-dire, les empreintes de doigt, les empreintes de la paume ou de l'iris des yeux pour fournir une identification et vérification précise d'un électeur.

L'ECZ a également produit des cartes de Système d'Information Géographique (GIS) pour toutes les circonscriptions. Le GIS est un système de création, enregistrement, analyse et gestion de données spatiales et d'attributs associés.

L'usage du système des "biométriques" fut complété par une série de nouvelles mesures de sécurité annoncées le 22 août par Ephraim Mateyo, Inspecteur-Général de la Police Zambienne.

Les mesures de sécurité comprennent l'usage de policiers non-armés pour garder les bureaux de vote.

"L'initiative assurera que les membres du public vote sans intimidation," explique Mateyo.



Certains des candidats visant la présidence, à partir de la gauche Mwanawasa, Hichilema and Sata.

De plus, les policiers n'avaient pas l'autorisation d'emmener d'armes à feu dans leur domiciles.

Il était permis aux officiers responsables des commissariats d'autoriser des demandes pour les manifestations publiques par les partis politiques. Auparavant, seuls les officiers commandants provinciaux avaient le droit d'autoriser les processions politiques en consultations avec l'inspecteur général de police.

Plus de 700 candidats étaient en lice pour 150 sièges parlementaires élus tandis que quatre dirigeants de l'opposition se sont inscrits pour contester la présidence de Levy Mwanawasa qui prévoyait un deuxième mandat après avoir pris le pouvoir en 2001.

Les élections parlementaires furent contestées par 705 candidats venant des neuf provinces du pays.

La province de l'Est, réserve alimentaire de la Zambie comptait le plus grand nombre de candidats parlementaires, avec 136 rivalisant pour 19 sièges. La province de la zone du cuivre, qui est la base pour la production du cuivre du pays de l'Afrique Australe, avait 100 candidats pour 22 sièges.

Le MMD fut le seul parti comptant des candidats venant de toutes les circonscriptions.

La Zambie utilise un système parlementaire unicamérale, avec 10

membres du parlement élus par vote populaire en utilisant la majorité simple ou le système de service prioritaire. Les huit membres sont nommés par le président. Les membres du parlement servent un mandat de cinq ans.

Le président est élu par vote populaire direct pour une période de cinq ans.

La SADC a envoyé une équipe afin d'observer le

déroulement des élections zambiennes afin de s'assurer qu'elles se conforment aux Principes et Directives de la SADC Gouvernant les Elections Démocratiques.

Selon ces Directives, les Etats Membres de la SADC ont convenu de garantir la totale participation de tous les citoyens dans les processus politiques de leurs pays.

Ceci comprend, entre autre, le besoin de tolérance politique, des intervalles réguliers pour les élections tels que stipulés par les Constitutions Nationales; des opportunités équitable d'accès aux média gouvernementales pour tous les partis politiques; et l'opportunité égale d'exercer le droit de vote et d'être élu.

Élections zambienne bien gérées et crédibles: SADC

La Mission SADC d'Observation des Elections a décrit les élections zambiennes comme paisibles, transparentes, bien gérées et crédibles.

La mission, dirigée par le Ministre pour la Bonne Gouvernance de la République Unie de Tanzanie, Philip Marmo, nota que le comportement civil et enthousiaste démontré durant la période de campagne, de vote et de bilan prouve l'engagement total et l'adhérence aux lois et règlements gouvernant le processus électoral en Zambie.

"La SADC est fière de la direction politique zambienne et des autorités de gestion électorale," déclara Marmo. Il loua la Loi

Électorale et le Code de Conduite Électorale, ajoutant que la législation se conforme entièrement aux Principes et Directives de la SADC Gouvernant des Elections Démocratiques.

La SADC a envoyé une mission d'observation de 49 membres composée de 37 hommes et 12 femmes. La mission fut déployée une semaine avant les élections et couvrit la totalité des neuf provinces.

Le Président Levy Mwanawasa fut réélu pour un second mandat quinquennal. Son parti, le Mouvement pour une Démocratie à Parti Multiple, vainqueur dans plus de 50 pour cent des circonscriptions, remporta également la majorité des sièges du parlement.

La finale des élections présidentielles de la RDC en bataille juridique

LES RÉSULTATS finaux des élections présidentielles de la République Démocratique du Congo (RDC) furent ajournés après que certains partis d'opposition ont pétitionné à la Cour Suprême sur la légalité des dates pour la finale fixée au 29 octobre.

Le premier ballot de vote du 30 juillet n'a pas produit le vainqueur avec une large majorité des votes valides.

Les résultats des élections préliminaires furent

annoncés le 20 août et une finale présidentielle fut demandée après que le Président Joseph Kabila et son adversaire le plus proche, l'ancien chef des rebelles Jean-Pierre Bemba, n'aient pas réussi à réunir les 50 pour cent plus un obligatoire du total des votes afin d'éviter un deuxième tour de scrutin.

La finale se disputera entre Kabila et Bemba, qui ont gagné 44, 81 pour cent des votes et 20,033 pour cent, respectivement.

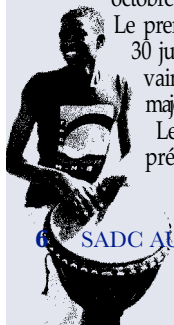
Antoine Gizenga arrive en troisième position avec 13,06 pour cent dans ces premières élections démocratiques depuis l'indépendance du pays de la Belgique en 1960.

La Constitution de la RDC stipule que le second tour des élections présidentielles devra avoir lieu dans les 15 jours après l'annonce des résultats des élections initiales.

Les obstacles pourraient entraver l'exécution du processus électoral, qui aurait dû voir l'investiture du président élu le 10 décembre.

Aucunes des principales alliances politiques – Alliance pour la majorité présidentielle du Président Kabila et le Regroupement des Nationalistes Congolais de Bemba – n'ont atteint l'objectif requis de 251 membres élus au Parlement pour obtenir la majorité des sièges.

La coalition du Président Kabila mène le scrutin avec 111 sièges au parlement contre le parti de Bemba qui a remporté 64 sièges, et tous deux recherchaient des coalitions supplémentaires.



Premier Ministre Pakalitha Mosisili, président de la SADC

LE PREMIER ministre du Lesotho, Pakalitha Mosisili, est le président de la SADC pour la période 2006/7. Il succède par rotation au Président Festus Mogae du Botswana qui a dirigé la région à partir d'août 2005.

Né en mars 1945, Mosisili a été premier ministre du Lesotho depuis le 29 mai 1998 lorsqu'il a pour la première fois mené son parti, le Congrès du Lesotho pour la Démocratie (LCD), à une victoire presque totale durant les élections.

Il est membre de l'Association des Langues Africaines de l'Afrique Australe et de la Société Pédagogique de l'Afrique Australe, et a contribué de façon importante au développement des langues africaines dans la région de la SADC.

Il a commencé en tant que professeur auxiliaire au début des années 70 et s'est élevé au titre de professeur en Langues Africaines dans diverses institutions tertiaires de la région, y compris l'Université Nationale du Lesotho, et les Universités de Fort Hare, Transkei et Zululand, toutes en Afrique du Sud.

Mosisili fut élu membre du Parlement pour la circonscription de Qacha's Neck en 1993 et prêta serment en tant que Ministre de l'Education et de la Formation, Sports, Culture et de la Jeunesse,

La Zambie: hôte présumé du sommet 2007

LA ZAMBIE accueillera l'année prochaine, le 27^{ème} sommet de la SADC à Lusaka après s'être joint à la Tro ka en tant que président adjoint.

Suite à son élection en tant que président adjoint, le Président Levy Mwanawasa a remercié les membres de la SADC pour leur confiance en lui et en son pays.

La tradition veut que le président adjoint de la SADC accueille le sommet suivant durant lequel il succèdera à la présidence.



Lesotho, riche en textile et culture (à droite)

plus tard rebaptisé Ministère de l'Education et du Développement de la Main d'oeuvre.

Il fut nommé Premier Ministre Adjoint en février 1995 et plus tard devint ministre responsable des affaires intérieures et du gouvernement local, une position

qu'il assumait jusqu'aux élections générales de 1998.

Il est à la tête de la Tro ka de la SADC à une période où l'Afrique Australe jouit d'une paix relative et d'une stabilité politique et a remporté plusieurs succès sur le front économique.

Kikwete, "le nouveau Mkapa"

LA RÉPUBLIQUE Unie de la Tanzanie est engagée à la réalisation du programme d'intégration régionale de la SADC, promet le Président Jakaya Kikwete lors de son premier discours au sommet suite à son élection de l'année précédente.

Le nouveau dirigeant de la Tanzanie a assuré aux collègues de son pays une coopération et un engagement sans faille à la SADC.

"Je souhaiterais vous assurer que parmi le peuple de la Tanzanie, il n'y aura aucune pénurie de ferveur et d'enthousiasme à travailler avec nos amis et parents de l'Afrique Australe afin de réaliser les objectifs et aspirations de la SADC," déclare Kikwete.

Il présidera la Tro ka de la SADC sur la Politique, la Défense et la Coopération en Sécurité pour l'année à venir, et il a promis de continuer la légacie laissée par son prédécesseur, Benjamin Mkapa, qui joua un rôle crucial pour l'avancement de l'intégration régionale.

Durant sa tournée d'introduction des capitales régionales, il nota que certaines personnes se réfèrent à lui comme le "nouveau Mkapa". En août, il avait visité neuf pays de la SADC depuis son élection et inauguration en décembre 2005.

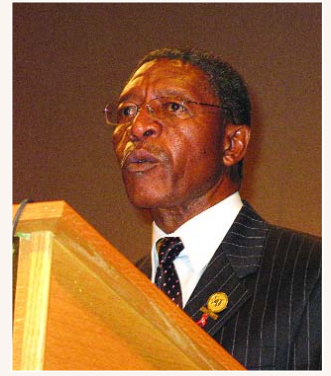


Jakaya Kikwete

Mkapa est crédité pour avoir mené des réformes macroéconomiques importantes en République Unie de la Tanzanie.

Il a également laissé une légacie régionale dans le secteur agricole par l'accueil d'un sommet des dirigeants de la SADC sur l'agriculture et la sécurité alimentaire qui a fixé les objectifs et plans de développement, y compris une réserve alimentaire régionale.

Il était à la tête de la SADC lorsque l'organisation régionale a produit son plan directeur de 15 ans, le Plan Stratégique Indicatif de Développement Régional, qui fut lancé à Arusha, et le Plan Stratégique Indicatif pour l'Organe sur la Politique, la Défense et la Coopération dans le domaine de la Sécurité.



Premier Ministre Pakalitha Mosisili

La stabilité politique est revenue en Angola, en République Démocratique du Congo et au Mozambique, et durant ces cinq dernières années, ces pays sont à la tête d'un renouveau de l'économie de la SADC.

L'adjoint de Mosisili sera Levy Mwanawasa, Président de la Zambie. Pour les 12 prochains mois, la Tro ka de la SADC inclut ces deux dirigeants et le président sortant, Festus Mogae, Président du Botswana.

La République Unie de la Tanzanie présidera pour l'année à venir l'Organe pour la Politique, la Défense et la Coopération en Sécurité, avec l'Angola en tant qu'adjoint. La Namibie, dont le mandat présidentiel vient juste de se terminer, complète l'Organe de la Tro ka.

Ajournement de la décision sur la question des Seychelles

LE SOMMET a ajourné une décision sur la réadmission des Seychelles et est résolu à s'engager dans des consultations plus approfondies.

Les Seychelles ont posé une demande pour réintégrer la SADC après s'être retiré du bloc régional en 2004, citant des contraintes financières.

Sa réadmission a été interrompue par des discussions sur la contribution financière du pays avant sa réintégration. Initialement, la SADC avait éliminé les arriérés se montant à US\$2,6 millions, précédemment accumulés par les Seychelles.

Le Secrétariat de la SADC fut chargé d'engager les Seychelles dans des consultations plus approfondies afin de trouver la voie à prendre.

La tendance est à l'investissement étranger direct

ALORS QUE l'Afrique Australe accentue les efforts pour attirer l'Investissement Etranger Direct (FDI), un questionnaire de flux globaux en Afrique révèle certains problèmes et tendances pertinents aux initiatives actuelles.

Sur une telle tendance globale, reflétée dans la région de la SADC, on constate l'augmentation des flux des FDI dans le secteur de services.

Selon la Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement (UNCTAD), les industries de service comptaient pour 49 pour cent de la totalité des flux FDI en 1990, atteignant les 60 pour cent en 2002.

En 2005, une étude menée par l'Unité Namibienne de Recherche en Politique Economique (NEPRU) confirme la présence de cette tendance globale en Afrique Australe, à quelques exceptions près.

La période commençant en 1990 a connu une forte poussée vers la privatisation et la libéralisation du commerce. Avant cela, la plupart des infrastructures de services telles que le transport et les télécommunications étaient des entreprises à majorité gouvernementales.

Malgré de nouveaux efforts par les Etats Membres de la SADC, après la période de privatisation, afin de diriger les FDI vers le secteur de l'industrie de fabrication manufacturière et autres domaines tels que miniers, le flux des investissements a tendance à favoriser le secteur des services, avec de nouveaux secteurs tels que bancaire et de vente au détail devenant de plus en plus populaires.

L'étude de la NEPRU remarque cependant une autre tendance – le rôle des compagnies sud-africaines multipliant les investissements dans la région, particulièrement dans le secteur des services.

La NEPRU explique que l'avancée rapide des compagnies sud-africaines dans la région pourrait en partie être expliquée par "l'internationalisation des entreprises sud-africaines" telles que South African Breweries, Anglo American, Old Mutual, Sasol et autres qui sont cotées à Londres, New York, Frankfort et Paris.

"L'efficacité comparative et l'expérience commerciale de ces firmes dans un contexte sud-africain et plus largement en Afrique, a mené vers une nouvelle ère d'activité d'entreprise multinationale en Afrique – avec les firmes sud-africaines émergeant en tant que nouvelles corporations multinationales," explique NEPRU.

Cependant, l'investissement par le secteur privé sud-africain dans d'autres pays de la région n'a pas été sans critiques, particulièrement là où il a représenté une extension des réseaux de commerce de détail du pays à travers l'Afrique Australe et plus loin.

Par exemple en 2002, une firme sud-africaine de commerce en détail, Game Stores, fut entraînée devant la Commission de Compétition de la Zambie, accusée par une entreprise locale de pratiques commerciales déloyales. La commission se prononça en faveur de la compagnie zambienne.

"Pour ces pays de la région qui n'ont pas de loi et politique sur la compétition et une agence compétente de mise en vigueur, de telles pratiques continueraient impunément," souligne NEPRU dans son rapport d'étude.

Sinon les bénéfices pour l'intégration régionale de tels investissements intra-régionaux et les flux commerciaux associés augmenteront asymétriquement et causeront ainsi le risque de tentatives pour entraver les processus visant à renforcer l'intégration régionale."

L'Angola, l'Afrique du Sud sont en tête pour attirer les flux FDI

L'étude de la NEPRU confirme les statistiques d'UNCTAD qui montrent que l'Angola et l'Afrique

du Sud sont de loin les destinations les plus importantes pour les FDI en Afrique.

Le gros de l'investissement en Afrique du Sud afflua dès la privatisation de Telkom en 1997, qui résulta dans l'achat de vingt pour cent des actions par SBC des Etats Unis et Telkom Malaysia Berhad. La séparation d'interactionnariat entre l'Anglo-American et les conglomérats miniers associés De Beers contribua substantiellement pour la performance FDI de l'Afrique du Sud en 2001.



De gauche à droite, le lieu du Sommet SADC au Lesotho en août, le poste frontière rénové L akalitha Mosisili, nouveau président de la SADC

Investissement Direct Etranger dans les pays de la SADC, 1997-2003

(US\$ millions)

Country	1992-1997 Moyenne Annuelle	1998	1999	2000	2001	2002	2003
Angola	304	1,114	2471	879	2,146	1,643	1,415
Botswana	-10	96	37	57	31	405	86
République Démocratique du Congo	-6	61*	11*	23*	82	117	158
Lesotho	25	27	33	31	28	27	42
Madagascar	13	16	58	69	84	8	50*
Malawi	10	12	59	26	19	6	23*
Mauritius	27	12	49	277	32	33	70
Mozambique	46	235	382	139	255	155	337
Namibie	106	77	20	186	365	181	84
Afrique du Sud	1045	561	1,502	888	6,789	757	762
Swaziland	45	109	100	91	51	47	44
République Unie de Tanzanie	90	172	542	282	467	240	248
Zambie	93	198	163	122	72	82	100
Zimbabwe	72	444	59	23	4	26	20*
Total	1,860	3,134	5,486	3,093	10,425	3,727	3,439

* = Estimation

Source: Rapport sur l'Investissement Mondial 2004, UNCTAD



Investissement en Afrique Australe

En 2005, le FDI de l'Afrique du Sud fut obtenu à partir des R33 milliards d'acquisition d'une banque locale, ABSA, par le biais de la banque britannique Barclays.

L'investissement étranger en Angola se fait surtout à travers l'industrie pétrolière, dont les opérations délocalisées ont survécu des décennies de guerre civile. L'avènement de la paix a ouvert le pays à d'énormes FDI, en particulier dans la reconstruction infrastructurelle et l'exploitation minière.

Facteurs influençant les décisions d'investissement

- o Stabilité économique et politique;
- o Marchés importants et en expansion;
- o Taux d'intérêt et d'inflation faible et stable;
- o Politique de compétition efficace;
- o Coûts de transaction et des affaires faibles pour les règlements du travail et du commerce, les règles d'entrée et de sortie;
- o Capital humain avec des compétences diverses et modernes;
- o Faible coût de l'infrastructure telle que des systèmes de communication et des connexions de transports efficaces; et
- o Libre échange et régimes de change.

The BusinessMapFoundation

Augmentation rapide dans l'afflux FDI sud-sud

Bien que l'Afrique ait attiré au moins deux pour cent du FDI mondial, une tendance émergente clé reconnue par UNCTAD est la dimension sud-sud.

UNCTAD explique que, durant ces dix dernières années, il y a eu une augmentation rapide dans le flux FDI sud-sud dans les pays en voie de développement, y compris l'Afrique.

En fait les tendances récentes montrent que "les flux sud-sud se sont accrus plus rapidement que les flux nord-sud," selon un autre rapport, intitulé *Africa in the World Economy - The National, Regional and International Challenges* (L'Afrique dans l'économie mondiale - Les difficultés nationales, régionale et internationales de l'Afrique), publié en Décembre 2005.

Le rapport explique que la source clé d'investissement sud-sud en Afrique provient de l'Asie représentée par la Chine, Ta wan et l'Inde. L'investissement est injecté dans les industries telles que l'exploitation minière, la Technologie d'Information, l'industrie automobile, métallurgique et pharmaceutique.

Le rapport confirme que la seconde source importante d'investissement sud-sud en Afrique provient d'entreprises sud-africaines qui en 2004 comptaient jusqu'à 600 projets à travers le continent.

Beaucoup moins d'investissements proviennent de l'Amérique Latine, ajoute le rapport, notant la contribution de firmes brésiliennes qui "commencent à s'impliquer assez activement dans les ... pays lusophones en Afrique, l'Angola et le Mozambique en particulier."



Photo - Afrique du Sud et Premier Ministre

Tandis que la majorité des états de la SADC ont durant ces 15 dernières années reçu des FDI dans le secteur de services, l'attraction principale du Lesotho réside dans l'industrie textile. Jusqu'à récemment, le Lesotho jouissait d'accès préférentiel dans le marché américain par le biais des préférences commerciales de l'Organisation Opportunités et Développement en Afrique (AGO).

Cependant, les préférences commerciales se sont terminées l'année dernière, exposant l'industrie du vêtement jadis en essor du Lesotho aux vents glacials de la compétition internationale et laissant plus de 10 000 ouvriers basotho confrontés à un avenir incertain.

Le système actuel global des affaires ne favorise pas les petites nations et comme le dit NEPRU "...l'expérience du Lesotho présente des leçons pour la région."

La perte du marché du textile nuit aux emplois africains

par Gumisai Mutume

LES PRODUCTEURS et les exportateurs de textile africain chancèrent sous l'impact des nouveaux règlements de l'Organisation Mondiale du Commerce exposant au forces du libre échange un secteur jusque là protégé pendant plus de 30 ans.

Janvier 2005 a marqué l'expiration d'un système de quota dans les nations industrielles qui, comme effet secondaire, ont fourni un marché favorisant le textile et le vêtement originaires de l'Afrique et autres pays en voie de développement.

Le résultat est que plus de 250 000 emplois ont été supprimés en Afrique, affectant plus d'un million de membres de famille, rapporte la Fédération Internationale du Textile, Vêtement et Ouvriers du Cuir (ITGLWF).

Le plus gros de la perte des emplois a surtout affecté le Lesotho, l'Afrique du Sud, le Swaziland, le Nigéria, le Ghana, l'Ile Maurice, la Zambie, Madagascar, la Tanzanie, le Malawi, la Namibie et le Kenya.

L'ITGLWF exhorte les gouvernements à convoquer une urgente conférence continentale sur l'avenir des industries du vêtement, du textile et de la chaussure afin que les gouvernements, les syndicats et les producteurs puissent élaborer des plans pour répondre à la crise

actuelle, accroître l'efficacité, attirer les investissements et améliorer le bien-être des ouvriers.

L'Accord Multi-Fibre (MFA), établi en 1974, fut conçu pour protéger les producteurs dans les plus importants marchés du monde - les Etats unis, le Canada et l'Union Européenne (EU) - contre les plus efficaces émergents de l'Asie à l'époque.

Pendant des décennies, il exista une limite à la quantité de textile que les autres pays pouvaient exporter dans les plus vastes marchés. Cette limite affectait surtout les plus gros producteurs mondiaux tels que la Chine, l'Inde, Hong Kong, Ta wan et la République de la Corée. Mais ces restrictions ont profité aux nombreuses nations plus modestes exportatrices de textile qui ont comblé le vide.

Les entreprises de textiles des principaux producteurs asiatiques établissent des filiales dans les pays moins développés tels que le Lesotho, un pays qui a joui de l'accès exempté de droit de douane des USA sous l'autorité de la Loi 2000 sur l'Opportunité et le Développement en Afrique. Par conséquent, le textile et le vêtement sont devenus le pilier économique du Lesotho, et à un moment donné l'industrie

employa jusqu'à 56 000 ouvriers, comptant pour pratiquement tout emploi de fabrication dans le pays.

Aujourd'hui, le Lesotho fournit un exemple parlant de l'impact grave de l'expiration du MFA.

"La plupart sinon tous nos investisseurs étrangers viennent de l'Asie, surtout Ta wan et la Chine," explique Daniel Maraisane, responsable du syndicat principal des ouvriers du vêtement. Avec l'expiration du système de quota, ces investisseurs "prétendent qu'il est désormais plus facile et moins onéreux de fabriquer en Chine et en Inde. Donc, ils s'apprentent à rentrer chez eux ... Il est impensable que le petit Lesotho puisse rivaliser avec de tels géants."

À la fin de 2004, six des usines de vêtement du pays avaient déjà fermé en prévision de la date butoire, laissant 6 600 ouvriers sans emplois ou prime de licenciement économique. Les entreprises survivantes, confrontées au déficit de commande d'exportation, ont placé 10 000 ouvriers sur emploi à court-terme, ne les utilisant que lorsque nécessaire.

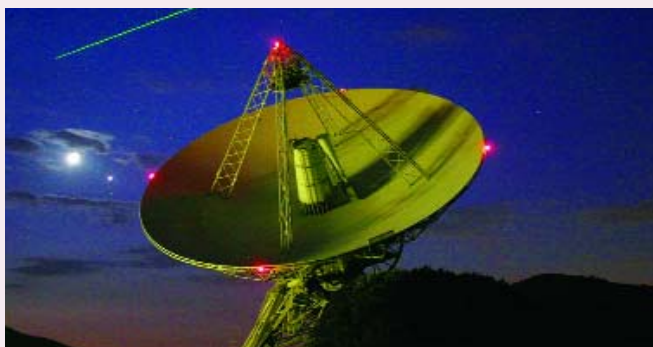
"Si les choses continuent ainsi, dit Maraisane, "nous craignons que le chômage, qui se monte déjà à 40 pour cent, ne finisse par atteindre les 70 pour cent." (*Africa Renewal*)

La chance sourit au protocole sur la Science et la Technologie

LA SADC a résolu de revaloriser le rôle de la science et de la technologie dans la région et travaille à la rédaction d'un protocole provisoire sur la Science, la Technologie et l'Innovation à présenter pour considération au sommet de l'année prochaine.

En vue de la croissance rapide de la technologie de communication, la division digitale et les problèmes d'accès, le Conseil des Ministres a approuvé la décision des ministres responsables de la science, technologie et innovation afin de promouvoir ces questions comme un programme commun critique en soutien aux objectifs de développement régional.

Un Protocole SADC sur la Science, Technologie et Innovation sera formulé, adopté et mis en vigueur en une année en tant qu'instrument obligatoire pour régler les initiatives collaboratives dans la région et



Observatoire d'astronomie de Hartbeesthoek en Afrique du Sud

soutenir la mise en oeuvre du Plan Stratégique Indicatif de Développement Régional (RISDP) et le Plan d'Action consolidé pour la Science et la Technologie de l'Afrique."

L'Afrique du Sud a offert de fournir les ressources humaines et financières préalables afin d'accélérer si nécessaire le développement de ce protocole pour faciliter la présentation du

protocole au sommet pour approbation et signature durant sa prochaine assemblée.

La Science et la Technologie sont le moteur du développement socio-économique et, à travers le RISDP, la région reconnaît que l'accomplissement de la plupart des objectifs du Programme Commun SADC peut être facilité par des solutions techniques et scientifiques.

L'innovation technologique, d'autre part, est un facteur important dans le développement et la compétitivité des économies régionales, menant à la création de richesse et à l'amélioration de la qualité de la vie pour les citoyens de la SADC.

La plupart des difficultés auxquelles est confrontée la SADC telles que la précarité alimentaire, les manques d'énergie, les pénuries d'eau, les infrastructures médiocres de transport et communication, exigeront des solutions scientifiques et technologiques.

Le RISDP identifie certains des domaines de focus régional comme le renforcement de coopération; le développement et l'harmonisation des politiques de science et technologie; relancer la capacité de recherche dans la région; et d'accroître la sensibilisation publique des questions de science et technologie.

L'Afrique du Sud bande les muscles dans le domaine de la technologie spatiale

L'AFRIQUE DU SUD s'apprête à lancer un satellite de gravitation autour de la terre qui agira en tant que véhicule de recherche afin de soutenir la gestion de catastrophes, la sécurité alimentaire, l'usage des ressources foncières et la sécurité nationale.

Le satellite de gravitation autour de la terre, baptisé SUMBANDILAsat sera lancé dans l'espace en décembre à partir d'un sous-marin russe.

L'appareil fait parti d'un programme de développement satellite de trois ans dévoilé en 2005 par le Ministre des Science et Technologie de l'Afrique du Sud, Mosibudi Mangena.

Le projet vise à permettre à l'Afrique du Sud un accès abordable à la technologie de

l'espace et de démontrer les capacités de science spatiale du pays..

Le nom Sumbandila signifie "Éclaireur" en Venda, et fut choisi parmi plus de 3000

entrées dans une compétition nationale des écoles initiée par le département des sciences et technologie.

SUMBANDILAsat tournera à environ 80 kms au dessus de la terre. Les images à forte résolution qu'il peut générer pourront entre autre chose, aider à gérer les catastrophes telles que les marées noires, les incendies et les inondations. Il aidera également dans le contrôle de cultures et la planification urbaine.

Le satellite de 1,8 m de long collectera également des données sur les changements climatiques tels que l'évaluation de la température de la mer, la pluviométrie, les vents, la superficie de la végétation, et les niveaux de la mer.

Les données seront reçues au Centre d'Application Satellite de Hartbeesthoek, qui est dirigé par le Conseil pour la Recherche Scientifique et Industrielle (CSIR). De même, le centre opérera, suivra et contrôlera l'appareil.

Le point central d'un réseau électronique panafricain pourrait s'installer à l'Île Maurice

L'ÎLE MAURICE a été retenue comme l'une des quatre nations africaines capables d'accueillir une station centrale continentale terrestre en cours de développement comme projet d'un réseau électronique panafricain financé par l'Inde.

Le projet géant - dont le coût est estimé à plus d'un milliard US\$ - devrait connecter 53 nations africaines par satellite, fibre optique et connections sans câble.

La "Station Centrale Terrestre" en Afrique sera le point de connection principal pour le continent, liant les participants africains avec leurs homologues indiens. Le principal service de location se situera en Inde.

Les trois autres pays retenus sont le Ghana, l'Éthiopie et l'Afrique du Sud.

Le projet d'un réseau électronique panafricain fut annoncé par Abdul Kalam, président de l'Inde, lors d'une conférence de l'Union Africaine (UA) à Johannesburg, Afrique du Sud, en septembre 2004.

Un protocole d'accord fut signé entre le gouvernement indien et l'UA en octobre 2005, après quoi Telecommunications Consultants India Limited (TCIL), fut sélectionné pour mettre le projet au point.

Le projet est supposé être le plus ambitieux projet d'infrastructure de Technologie d'Information et Communication (TIC) en Afrique. Il fera la promotion de la télé-médecine, télé-éducation et de la connectivité du Protocole Commentaire Internet (VoIP).

VoIP est une technologie qui permet des appels téléphoniques utilisant une connection internet sur bande large au lieu d'une ligne téléphonique régulière. Les services électroniques pour la santé et l'éducation seront fournis par sept universités - deux en Inde et cinq en Afrique - et huit hôpitaux, dont cinq seront en Afrique. Les projets pilotes ont été initiés en Éthiopie et Ghana.



Les hôpitaux sud-africains s'électronisent

LES FICHES patients pourraient bientôt ne plus exister si le plan ambitieux du gouvernement sud-africain d'introduire des installations sanitaires électroniques est accepté.

Les fiches cliniques écornées pourraient un jour n'être qu'un curieux objet historique si le plan du gouvernement de réviser la manière dont les informations des patients sont enregistrés est réussi.

Déclarations d'impôt sur ligne pour les sud-africains

SUITE AU lancement en juin d'un service électronique de déclarations et de soumission d'impôt, les contribuables sud-africains peuvent désormais soumettre leurs déclarations d'impôt par Internet.

eFiling est un service électronique sécurisé de déclarations et de soumission d'impôt offert par le Service Sud-Africain des Revenus (SARS) qui élimine les risques et les tracas des déclarations d'impôt manuelles. Il permet également aux contribuables de régler leurs obligations d'impôt sur connexion.

L'introduction de eFiling est en accord avec le Protocole d'Accord 2002 SADC sur la Coopération dans la Taxation et les Affaires Connexes.

La vision est qu'un jour, tout sud-africain puisse avoir sa propre "carte à mémoire" contenant la totalité de son histoire médicale et statut actuel – informations vitales qui pourraient en case d'urgence faire la différence entre la vie et la mort.

Le projet verra l'introduction d'un système électronique de rapport médical à l'échelon national en Afrique du Sud.

Le Protocole d'Accord prévoit la création d'une base de données SADC sur les impôts et engage les États Membres à travailler ensemble pour répondre à la technologie d'information et aux difficultés digitales.

Les États Membres se sont engagés à réviser les questions relatives au e-commerce, e-facture ou e-dédouanement, et l'impact que cela pourrait avoir sur la collecte des impôts et sur le flux des produits et services.

L'harmonisation des politiques de taxation est l'une des composantes vers l'établissement d'un Syndicat SADC des Douanes d'ici 2010. Le Syndicat des Douanes est un précurseur au Marché Commun de la SADC fixé à 2015.

Le gouvernement sud-africain a demandé aux entreprises de technologies de l'information de soumettre un appel d'offre pour le projet, qui est estimé à plus de 500 millions de Rand (environ US\$70 millions).

Il n'existe pas de standard uniforme pour la collecte et l'enregistrement de données des patients en Afrique du Sud, d'où la difficulté pour les cliniques et les hôpitaux de partager des informations afin de réduire les risques de duplication ou de diagnostic erroné, explique le directeur général du département de la santé, Thami Mseleku.

Ceci rend également la tâche difficile au département de la santé d'obtenir des données fiables sur les schémas pathologiques du pays et l'allocation des ressources.

Les rapports des patients et les systèmes de gestion vont d'opérations informatisées de pointe au simple papier et stylo.

A ce jour, les 849 lits de l'Hôpital Central Inkosi Albert Luthuli dans le Kwazulu-Natal est le seul hôpital public informatisé en Afrique du Sud, tandis que la plupart des cliniques du pays comptent encore presque entièrement sur les systèmes de fiches.

Bien qu'une proportion importante des hôpitaux

publiques aient introduit les fiches-patients informatisées, leur usage est généralement confiné aux tâches administratives.

Laboratoire pour tester la qualité des produits de pêche en Namibie

LA NAMIBIE est prête à devenir la deuxième nation de l'Afrique Australe à instaurer un laboratoire pour l'étude du poisson qui testera les propriétés microbiologiques et la possibilité de présence de toxines dans le poisson.

L'installation sera construite en 2007 dans la Baie de Walvis avec l'assistance de la Tha lande.

Seule l'Afrique du Sud a établi deux laboratoires de ce genre dans la région de la SADC. Les producteurs namibiens de crustacés doivent envoyer leurs cargaisons à Prétoria ou la Ville du Cap pour procéder à des tests avant l'exportation de leur produit, perdant ainsi temps et argent.

Les standards internationaux exigent que la teneur en toxines des crustacés soient évaluées avant de procéder à l'exportation.

La Tha lande a offert de former une équipe de namibiens pour diriger le laboratoire tandis que le gouvernement namibien financera la construction de l'installation.

La Tha lande a une industrie de pêche vibrante, accompagnée d'une expertise dans la manipulation et l'évaluation de la qualité du poisson.

L'industrie poissonnière de la Namibie est l'une des trois sources principales de revenus en devises. La performance de l'industrie a, cependant, décliné durant ces quatre dernières années, causant la fermeture de plusieurs entreprises et le licenciement économique de milliers d'ouvriers.

Politique nationale sur la médecine traditionnelle à Madagascar

LE GOUVERNEMENT de Madagascar a démontré son engagement politique envers la médecine traditionnelle en soutenant, par le biais de conventions inter-ministérielles, une commission chargée d'étudier les règlements sur la médecine traditionnelle et sa pharmacopée dans le pays.

Un Comité Consultatif sur la Médecine Traditionnelle fut créé

en 2002. Le comité a rassemblé les principaux dépositaires publics et privés dans un esprit de partenariat, et a récemment rédigé la politique nationale sur la médecine traditionnelle, qui progressera pour être validée par l'Organisation Mondiale de la Santé (WHO).

L'objectif général de cette politique de médecine traditionnelle est d'améliorer l'accès pour la population, en

particulier les couches vulnérables, aux soins et services de qualité.

Madagascar est doté d'une flore d'importance globale unique en raison de sa biodiversité, endémicité, et usages ethnométriques.

Des 13 000 espèces présentes à Madagascar, plus de 80 pour cent sont endémiques à l'île, et plus de 3 500 sont enregistrées comme ayant des propriétés médicinales. (IK Notes, Banque Mondiale)

Madagascar: Future centre de l'essor pétrolier en Afrique

LES CONGLOMERATS internationaux du pétrole se ruent pour obtenir une portion du secteur du pétrole de Madagascar alors que l'océan Indien émerge rapidement comme centre future de l'essor en énergie de l'Afrique du Sud.

Les projections initiales sont que Madagascar pourrait produire 60 000 barils par jour dans trois ou quatre ans, avec un revenu de plusieurs milliards de dollars, qui pourrait rapidement faire de l'industrie du pétrole l'apport principal au Produit Intérieur Brut du Pays (PIB). Le PIB se montait à US\$5,5 milliards en 2003.

Le gouvernement a commencé à vendre aux enchères les droits de forage et, selon Hugues Rajaoson du Ministère de

l'Énergie et des Mines, le potentiel de production est élevé.

"Le secteur pourrait en cinq ans contribuer jusqu'à 15 pour cent du PIB," affirme Rajaoson.

Parmi les géants mondiaux qui se ruent pour une portion des ressources de Madagascar sont ceux venant des États Unis, du Royaume Uni, de la France, des Pays Bas, de la Norvège, de la Chine et de la Corée du Sud.

L'estimation officielle fixe les réserves en mer jusqu'à cinq millions de barils, mais la proportion demeure inconnue.

Si le développement de l'industrie pétrolière se passe comme prévu, Madagascar s'alignera à l'Angola en qualité de flambeau de la SADC dans l'industrie pétrolière. La Namibie a également évalué la faisabilité

de l'établissement d'un secteur pétrolier viable.

L'Angola est le second plus grand producteur de pétrole de l'Afrique Sub-saharienne après le Nigéria.

L'économie de Madagascar émergea d'une récession en 2002, et atteignit un taux de croissance de 9,8 pour cent en 2003.

L'autre export important du pays est la vanille, pour lequel il est le plus grand producteur mondial. Il est également le second plus grand producteur de riz en Afrique.



Vanille et riz, deux des principales exportations de Madagascar

Les parlementaires font pression sur le gouvernement concernant la question de l'uranium

LES LÉGISLATEURS de la République Unie de la Tanzanie font pression sur le gouvernement afin d'examiner la question de l'exploration des réserves d'uranium pour la production d'électricité.

Les réserves tanzaniennes d'uranium sont connues mais n'ont pas encore été exploitées malgré l'adoption de la Loi sur l'Énergie Atomique en 2003.

L'uranium n'a pas été inclus dans le plan d'action du secteur d'exploitation minière parce qu'il est géré par le Ministère des Sciences et de la Technologie, plutôt que par le registre de l'Énergie et des Minéraux, expliquent les experts.

Les parlementaires, menés par Mohamed Habib Mnyaa, poussent le Bunge (Parlement) à amender la Loi No 7 de 2003 sur l'Énergie Atomique afin de placer l'exploration d'uranium sous l'égide du Ministère de l'Énergie et des Minéraux.

Le bassin de la rivière Mkuju dans le sud du pays se glorifie d'avoir 2000 km² de terre riche en uranium. Environ un tiers des gisements d'uranium connus du continent se trouve dans cette région. Pourtant l'industrie tanzanienne a été sévèrement perturbée par de récentes pénuries d'électricité.

Le Ministre Adjoint de l'énergie et des Minéraux, Lawrence Masha, a dit que l'usage de la technologie nucléaire en République Unie de la Tanzanie serait limité par une faible demande en électricité.

Une seule centrale nucléaire produit au moins 500 mégawatts (MW), alors que la demande maximum de la Tanzanie est d'environ 400MW.

Une firme indienne prévue pour gérer le réseau ferroviaire de la Tanzanie

RAIL INDIA Services Techniques et Économiques (Rites) a gagné la soumission pour la gestion des opérations de la Corporation des Chemins de fer de la Tanzanie (TRC) sur un bail de 25 ans à compter du mois de septembre.

Rites doit payer US\$100,5 millions à la Société Holding des Actifs de Chemin de Fer Tanzanien sur la durée de la concession, et sera responsable des infrastructures de réhabilitation, et opérations des trains, passagers et cargos.

La société indienne est supposée attribuer 19 pour cent de ses actions aux Tanzaniens et de garder 51 pour cent des actions afin d'approvisionner le capital plus facilement à travers de telles institutions internationales de financement telles que la Banque Mondiale et la Banque Africaine de développement, conformément à l'accord de concession de 25 ans.

Rites, qui appartient dans sa totalité au gouvernement indien, a aujourd'hui 35 projets en cours dans 13 pays, surtout dans le secteur du transport.

La TRC est une entreprise gouvernementale qui gère un réseau ferroviaire qui jadis faisait partie de la Corporation de chemin de fer de l'Afrique de l'Est opérant au Kenya, Ouganda et la République Unie de la Tanzanie.

La TRC est la plus grande entreprise de transport en Tanzanie, fournissant des services pour les articles domestiques et les cargos transfrontière vers le Burundi, Rwanda, Ouganda et République Démocratique du Congo.

Planification de la seconde phase du projet hydraulique des plateaux du Lesotho

LE LESOTHO et l'Afrique du Sud prévoit de construire la seconde phase du Projet Hydraulique des Plateaux du Lesotho pour satisfaire aux besoins de leurs économies en croissance.

Selon les Autorités du Tunnel Trans-Caledon, la compagnie d'infrastructure de la majorité de la ressource hydraulique appartenant à l'Afrique du Sud, un traité signé par les deux pays en 1986 envisage quatre phases potentielles du projet.

La Phase Un, qui coûte R16,7 milliard (environ US\$2,4 milliards), fut achevée en 1998 avec la construction du Barrage de Katse et des tunnels de livraison pour acheminer de l'eau au système de la rivière Vaal en Afrique du Sud.

Le projet vise à satisfaire aux besoins de Gauteng, province de l'Afrique du Sud, qui génère environ 60 pour cent de la production industrielle du pays et 80 pour cent de sa production minière. La province a besoin de plus d'eau que sa source principale - la Rivière Vaal - ne peut fournir.

Un appel d'offre a été émis en décembre pour une étude commune de faisabilité sur la phase suivante.

LISTE DES DEVISES

Pays	Devises	(US\$1)			
Angola	Kwanza (100 lwele)	80,37	Botswana	Pula (100 thebe)	6,07
Lesotho	Maloti (100 lisente)	7,11	Madagascar	Ariary	9,275,0
Ile Maurice	Rupe (100 cents)	32,75	Mozambique	Metical (100 centavos)	25,86
Afrique du Sud	Rand (100 cents)	7,19	Swaziland	Lilangeni (100 cents)	7,18
Zambie	Kwacha (100 ngwee)	3,887,50	Zimbabwe	Dollar (100 Cents)	250,00
			RDC	Congo	462,00
			Malawi	Kwacha (100 tambala)	137,16
			Namibie	Dollar (100 cents)	7,19
			Tanzanie	Shilling (100 cents)	1,312,00

Septembre 2006



Vers une vision commune pour éliminer la pauvreté

LE NIVEAU de sensibilisation et connaissance parmi les divers groupes d'intérêt sur les stratégies de développement de l'Afrique Australe a besoin d'être intensifié si les différents efforts de réduction de la pauvreté doivent produire un objectif commun.

Les dirigeants de la SADC présents au Sommet 2006 à Maseru ont critiqué le rythme lent de la mise en oeuvre des deux plans directeurs pour le développement socio-économiques et politiques de la région.

Ce sont le Plan Stratégique Indicatif de Développement Régional (RISDP) et le Plan Stratégique Indicatif de l'Organe sur la Politique, la Défense et la Coopération dans le domaine de la Sécurité (SIPO) qui furent développés comme éléments d'un exercice de restructuration amorcé en 2001.

La mise en oeuvre n'a pas progressé plus loin que le morcellement des plans directeurs en business plans de 1 an, 5 ans et 15 ans. Cet exercice fut exécuté pendant l'année financière 2004/05.

Durant une discussion menée parallèlement au sommet et qui fut diffusée en direct sur SABC Africa, les invités ont cité le manque de connaissance au sujet du RISDP et SIPO parmi la plus vaste communauté régionale comme facteur clé entravant une contribution positive par les autres dépositaires.

La réunion-débat organisée par la Société pour l'Afrique Australe financée par le Royaume Uni et un réseau d'organisations non-gouvernementales, attira un large éventail de dépositaires provenant des médias, de la société civile, du secteur des

affaires, du gouvernement et des partenaires coopérants.

La discussion a noté que les faiblesses dans la mise en oeuvre n'est pas une indication du manque de volonté politique et de l'engagement des États Membres. Plus exactement, les États Membres doivent s'occuper d'objectifs compétitifs et faire la balance entre les priorités nationales et régionales pour parvenir à des compromis acceptables dans la limite des contraintes budgétaires nationales.

Le manque d'instruments auto-financiers est aussi un autre facteur qui continue d'entraver les institutions de coordination centrale de la SADC telles que le Secrétariat et les Commissions Nationales.

Lorsque la SADC a centralisé son administration, elle créa des Commissions Nationales supposées mener la mise en oeuvre des programmes SADC au niveau national. Le large éventail des dépositaires au niveau national est supposé s'informer par les Commissions Nationales.

Cependant, dans la plupart des États Membres ces commissions demeurent largement non-fonctionnelles.

Il fut noté que les groupes représentatifs régionaux des dépositaires peuvent encore s'engager avec le RISDP et le SIPO en plaçant une personne au Secrétariat, arrangement pro-actif qui a jusque là bien fonctionné pour les affaires.

Annonce des vainqueurs de la compétition de rédaction scolaire

Présentation du Prix Media SADC 2006

LES VAINQUEURS du Prix Media SADC 2006 reçurent leurs prix lors du Sommet SADC à Maseru.

Les récompenses furent présentées dans quatre catégories: télévision, radio, photojournalisme et médias de la presse écrites. Les vainqueurs viennent du Mozambique, Afrique du Sud et Zimbabwe.

Alfrado Lazaru Mueche du Mozambique remporta le prix pour meilleur photojournalisme de la région en 2006.

Il y avait cinq entrées dans la catégorie radio et la gagnante est Fazila Dahall de l'Afrique du Sud dont la présentation décrivait les nombreuses facettes du VIH et SIDA.

Andre Smith de l'Afrique du Sud fut le meilleur journaliste de télévision avec sa présentation qui explorait la notion du VIH et SIDA en tant que maladie de la race noire et décrivait les définitions raciales stigmatisées des risques de contracter la maladie. Le documentaire encourage les sud-africains de race blanche à reconnaître

également leur place dans la pandémie.

Takawira Musaradu Zimbabwe remporta le prix dans la catégorie presse écrite. Sa présentation porte sur les effets du VIH et SIDA en Afrique Australe et de la nécessité d'une réponse régionale à la pandémie.

Le but de ces récompenses est d'encourager les médias à jouer un rôle dominant dans la dissémination d'informations sur la SADC et de reconnaître le rôle des journalistes dans la promotion de l'intégration régionale.

La compétition du Prix Media SADC 2006 fut également lancée durant le sommet. Il n'y aura pas de thème pour la compétition 2007, ce qui signifie que toutes les présentations faisant la promotion de l'intégration régionale seront acceptées.

Les inscriptions sont invitées à partir de travaux publiés ou diffusés entre janvier et décembre 2006 dans une institution ou agence de média reconnue.



Vainqueurs de la compétition de rédaction scolaire accompagnés du Président Festus Mogae (droite)

LES VAINQUEURS de la compétition SADC de rédaction scolaire pour 2006 furent annoncés durant le sommet SADC et y reçurent leurs récompenses.

Le sujet pour la compétition 2006 était "Jusque là, l'alimentation et la nutrition dans la région de la SADC ont été médiocres depuis plusieurs années. Discutez des causes de cette situation et suggérez des actions possibles que les populations et les gouvernements de la SADC devraient entreprendre afin de garantir qu'il y ait des

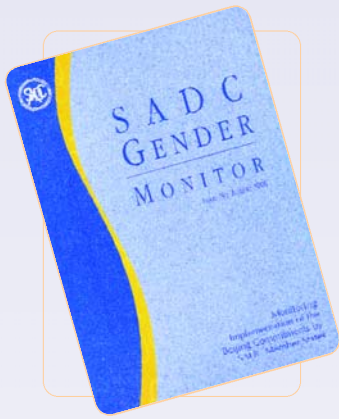
aliments adéquats disponibles pour une nutrition appropriée dans la région."

Herry Mapesi de l'Ecole Secondaire Benjamin W. Mkapa en République Unie de Tanzanie a gagné le premier prix.

Le second prix fut décerné à Boitshwaro Mokgthi du Botswana tandis que Lorraine Chitereka reçut le troisième prix.

La compétition vise à accroître la sensibilisation parmi les jeunes sur les activités et programmes de la SADC et d'attirer leur attention sur des problèmes qui les affectent.





Where we are now... Where we are going

L'Unité SADC pour la Parité des Sexe a publié une nouvelle édition du Monitor SADC sur la Parité des Sexes, énumérant les progrès vers la parité des sexes dans la région, et présentant les mesures à prendre durant l'année prochaine en préparation d'un protocole sur la parité des sexes à présenter au Sommet SADC à Lusaka en 2007.

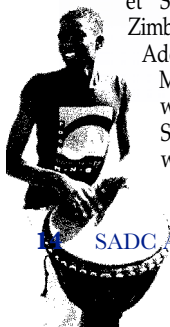
La responsable de l'Unité SADC pour la Parité des Sexes, Magdeline Mathiba-Madibela, écrit dans son avant-propos que "l'Afrique Australe a obtenu des résultats relativement bon dans la mise en oeuvre des engagements envers la parité des sexes fixés par la Plate-forme de Beijing pour Action et sa Déclaration, et la Déclaration de la SADC sur la Parité des Sexes et le Développement (1997) et son Addendum (1998). Cependant, il reste encore beaucoup à faire pour aborder en détail les zones critiques d'inquiétude et les groupes spécialement visés tels que les plus pauvres des pauvres, les femmes des zones rurales, les femmes handicapées et les fillettes.

Le rôle du Secrétariat de la SADC de coordonner et faciliter la mise en application des engagements sur la parité des sexes ne devrait pas être considéré séparément. Comme l'affirme le RISDP, le rôle de tous les dépositaires est crucial dans la réalisation des objectifs d'égalité des sexes dans la région. Des efforts concrets et délibérés doivent être faits par les États Membres et autres partenaires afin de faciliter la mise en application des engagements sur la parité des sexes."

Pour l'Afrique Australe, "c'est une période importante pour réfléchir et re-stratégiser pour l'avenir et utiliser pleinement les investissements que nous avons fait à ce jour dans la poursuite de l'égalité des sexes dans la région."

Disponible à l'Unité SADC pour la Parité des Sexes, P/Bag 0095, Gaborone, Botswana et SADC P.O. Box 5690, Harare, Zimbabwe.

Adel registry@sadc.int
MMadibela@sadc.int
widsaa@sardc.net
Site web www.sadc.int
www.sardc.net



Rapport du groupe de réflexion sur la prévention VIH dans les pays de l'Afrique Australe à forte prévalence

DANS UNE tentative d'accélérer le rythme de la prévention VIH en Afrique, la SADC, avec le soutien du Groupe Régional de Prévention VIH, a convoqué une réunion de réflexion de trois jours à Maseru, Lesotho en mai 2006 portant sur la prévention du VIH dans le pays de l'Afrique Australe à forte prévalence.

Dans l'avant-propos, le Secrétaire Général, Tomaz Augusto Salomão, a reconnu que l'ampleur de l'épidémie en Afrique Australe fait du VIH et SIDA "la seule plus grande menace" à l'atteinte des objectifs de la SADC de croissance et développement socio-économique durable et équitable.

Les résultats et les recommandations de la réunion furent compilés dans un rapport, qui démontra qu'en Ouganda, Kenya et

Zimbabwe, la réduction des partenaires sexuels multiples fut le facteur le plus extensif contribuant au déclin de l'incidence du VIH.

La réunion a noté que les activités sexuelles à haut risque telles que le rapport sexuel de rencontre ne sont plus les causes principales de nouvelles infections.

Le rapport recommanda la nécessité d'alignement des politiques et programmes nationaux aux engagements régionaux et continentaux, et conseilla vivement le contrôle communautaire des dynamiques de la pandémie.

Disponible au Secrétariat de la SADC.

Adel: registry@sadc.int

Site web: www.sadc.int

PUBLICATIONS

HIV/AIDS and Militaries in Southern Africa

CCR and UNAM

Ville du Cap et Windhoek, 2006

En début d'année 2006, le Centre pour la Résolution de Conflit et l'Université de la Namibie ont convoqué un séminaire de deux jours du groupe consultatif de politique sous le thème, "Présidence de la Namibie pour les Organes SADC: VIH/SIDA et les militaires en Afrique Australe" rassemblant un groupe diverse de décideurs, représentants de la société civile, experts militaires, praticiens de la gestion et mitigation du VIH et SIDA. Ce rapport capture leurs discussions.

Disponible sous format électronique au Centre pour la résolution de conflit, Université de la Ville du Cap, 31-37 Orange Street, Cape Town 8000, South Africa.

Adel: mailbox@ccr.uct.ac.za Site
web: http://ccrweb.ccr.uct.ac.za

Global Trade: Past Mistakes, Future Choices

Greg Buckman

Afrique du Sud, Ville du Cap, Zed Books, 2005
294pp

L'auteur détaille les directions potentielles futures dans l'approvisionnement en énergie globale et l'équilibre des déséquilibres de paiements. Il dispute le fait que lorsque les accords commerciaux actuels furent le produit de décisions passées émergeant de considérations apparemment non connectées, des facteurs tels que les futurs coûts de combustible fossile, le réchauffement global, et les inégalités économiques entre le nord et le sud obligeront probablement à la réorganisation de l'Organisation Mondiale de la Santé et des principes enchâssés dans ses accords ainsi que le système commercial global en général.

Disponible à Zed Books, c/o David Philip, Cape Town, 99Garfield road Claremont 7700. PO Box 46962, Glosderry 702, Adel: info@newafricabooks.co.za Site
web: www.zedbooks.co.uk

Human Rights Monitoring and Enforcement Mechanisms: a Practical Guide to the United Nations and the African Union Human Rights Protection Mechanisms

Philiat Matsheza et Leonard Zulu

Harare, Zimbabwe: SAHRI, 2006-09-30

109pp

Ce guide cherche à expliquer ce que signifie la loi sur les droits humanitaires et les principaux mécanismes de mise en vigueur et de mise en oeuvre des droits humanitaires des Nations Unies et de l'Union Africaine. Le manuel a été mis à jour et publié à nouveau pour prendre en compte les changements dans les systèmes internationaux et régionaux de protection et de mise en vigueur. Disponible à la Société pour le Droit de l'Homme en Afrique Australe (SAHRI), 12 Ceres Road, Avondale, PO Box 2448, Causeway, Harare, Zimbabwe.

Adel: sahrit@sahrit.org.zw Site web:
www.sahrit.org

The Millennium Development Goals: Raising the Resources to Tackle World Poverty

Édité par Fantu Cheru et Colin Bradford

Afrique du Sud, Ville du Cap, Zed Book en association avec Helsinki Process, 2005

238pp.

Fournit une mise à jour et une analyse détaillée de la diversité des nouvelles propositions de projet et des mécanismes actuellement en discussion pour mobiliser les ressources financières nécessaires afin de faire des "ODM une réalité d'ici 2015. Certaines questions clés examinées incluent l'aide au développement, l'investissement étranger direct, les versements provenant des immigrants, le prix de l'export des produits de base et de nouvelles idées pour garantir le soulagement de la dette, y compris l'annulation de la dette, la réévaluation des réserves d'or du FMI, l'arbitrage de la dette et autres suggestions.

Disponible chez Zed Books, c/o David Philip, Cape Town, 99 Garfield, Claremont 7700, PO Box 46962.

Adel: info@newafricabooks.co.za
Sitem Web: www.zedbooks.co.uk



LA COMMUNAUTE POUR LE DEVELOPPEMENT
DE L'AFRIQUE AUSTRALE AUJOURD'HUI
SADC Aujourd'hui Vol. 9 No. 4 Octobre 2005



SADC AUJOURD'HUI est produit en tant que sources de référence des activités et opportunités dans la Communauté pour le Développement de l'Afrique Australe et en tant que guide pour les décideurs à tous les niveaux du développement national et régional. Les articles peuvent être reproduits en toute liberté par les médias et autres institutions accrédités par SADC AUJOURD'HUI

REDACTEUR

Munetsi Madakufamba

COMITE DE REDACTION

Joseph Ngwawi, Patson Phiri, Bayano Vally, Eunice Kadiki,
Mukundi Mutasa, Chenai Mufanawejingo,
Chipo Muvezwa, Alfred Gumbwa, Maidei Musimwa,
Clever Maluta, Pamela Mhlanga, Phyllis Johnson

CONSEILLER A LA REDACTION

Responsable de l'unité de Communications d'Entreprise
Leeffa Penehupifo Martin

TRADUCTION

Marie-Laure Edom

SADC AUJOURD'HUI est publié six fois par an par le Centre de Documentation et de Recherche de l'Afrique Australe (SARDC) pour le compte du Secrétariat de la SADC à Gaborone, Botswana, en tant que source de connaissance fiable sur la Communauté de Développement de l'Afrique Australe. Le contenu prend en compte les Objectifs de Développement du Millénaire (ODM) et le Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique (NEPAD) en tant qu'élément intégral au développement de la région.

© SADC, SARDC, 2005

Les contributions de particuliers et d'organisations au sein de la région de la SADC, sous forme d'articles, photographies, feuilles d'informations et commentaires sont les bienvenues, ainsi que les articles pertinents originaires de l'extérieur de la région. Un tarif standard est payé pour les articles, photos et illustrations utilisées dans la publication. Les rédacteurs se réservent le droit de sélectionner ou rejeter les informations et d'éditer en fonction de l'espace disponible. Son contenu ne reflète pas nécessairement les positions et opinions officielles du Secrétariat de la SADC ou du SARDC.

Abonnez vous aujourd'hui

SADC AUJOURD'HUI est disponible moyennant un tarif d'abonnement annuel. Pour six numéros par an, le tarif est de US\$75 en dehors du continent africain, US\$55 pour le reste de l'Afrique et US\$45 pour la région de la SADC. Votre abonnement vous permettra de recevoir le bulletin par avion ou courrier électronique. Pour plus de détails sur les abonnements, veuillez contacter le Rédacteur.

SADC AUJOURD'HUI est publié en anglais et portugais et est également disponible en version électronique en anglais, portugais et français à www.sadc.int et www.sadc.net

CONCEPT & MISE EN PAGE

Tonely Ngenwenya
Arnoldina Chironda

PHOTOS & ILLUSTRATIONS

p1, Copyright South African Tourism; 4, D Martin, P Johnson, DEAT;
5, (top left), 7, 8, 13, SARDC; 6, Mackson Wasamunu;
9, HartRAO (South Africa); 12, IRIN; 16 CDFF

EMISSION & IMPRESSION

DS Print Media, Johannesburg

Les correspondances doivent être adressées à:
Le Rédacteur, SADC TODAY

SARDC, 15 Downie Avenue, Belgravia, Harare, Zimbabwe
Tél : 263 4 791141 Fax : 263 4 791271
sadctoday@sardcnet

ou
SADC HOJE

SARDC, Rua D. Afonso Henriques, 141, MAPUTO, Moçambique
Tél : 250 1 400831 Fax : 258 1 491178
sardc@maputo.sardc.net
Information 21 Sites web
www.sadc.int www.sardc.net www.ips.org www.saba.co.za

SADC AUJOURD'HUI est financé par le gouvernement Belge sous l'égide du projet SADC Information 21, dont le but est de renforcer l'intégration régionale par le biais du partage d'informations et de connaissance, sur la base des affinités historiques, sociales et culturelles de longue date et des liens parmi les populations de la région, et de contribuer à l'avancement du programme de la SADC dans le 21^{ème} siècle.

Nos remerciements aux compagnies aériennes mentionnées ci-dessous pour leur assistance dans la distribution de SADC Aujourd'hui: Air Botswana, Linhas Aeres de Moçambique, Air Namibia, South African Airways, Air Mauritius, TAAG Angolan Airlines, Zambian Airways et Air Zimbabwe.

CALENDRIERS DES ÉVÈNEMENTS 2006

Octobre
3-6 Namibie

Tourisme 2006

Troisième d'une série de réunions pour la promotion de l'investissement tenues sous les auspices du Programme EU-SADC pour la Promotion de l'Investissement (ESIPP), Tourisme 2006 est un forum unique visant à encourager les 14 pays de la SADC à s'engager dans des collaborations internationales, financières, techniques et commerciales pour le développement du tourisme et de l'hospitalité dans la région.

17-19 Afrique du Sud

Sommet sur l'Énergie en Afrique

Le sommet prévu à la Ville du Cap fournira un forum pour tous les acteurs principaux dans le secteur de l'énergie (gouvernement, ONG et entreprises d'énergie) afin de débattre et proposer des recommandations orientées vers les secteurs de l'énergie africain.

18-19 Afrique du Sud

Forum des leaders africains du secteur des affaires

Le forum vise à identifier et proposer la mise en place de solutions durables aux difficultés développementales du continent. Le quatrième forum aura des leaders des secteurs public et privé dans le but de discuter les problèmes critiques tels que la prestation de service, le développement d'infrastructure et l'allègement de la pauvreté.

25-27 Italie

Congrès Mondial sur la Communication pour le Développement (WCCD)

Le WCCD vise à analyser et évaluer les nouveaux développements dans le domaine de la communication. Le congrès portera sur l'importance de la communication pour le développement et formulera des recommandations sur sa méthode d'application dans les politiques développementales.

A confirmer

Assemblée SADC extraordinaire

Le sommet extraordinaire examinera le rapport d'une équipe spéciale ministérielle établie durant le 26^{ème} sommet SADC des Chef d'Etat et de Gouvernement à Maseru en août. L'équipe spéciale fut chargée d'émettre des recommandations sur l'adhésion multiple des communautés économiques régionales, de la dotation en personnel du Secrétariat de la SADC et la mise en oeuvre des programmes et projets de la SADC.

Novembre
16-17 Belgique

Forum d'Entreprise UE-Afrique

Le premier forum d'Entreprise UE-Afrique, aura lieu à Bruxelles, afin de fournir l'opportunité aux entreprises africaines de relancer le développement du secteur privé et d'encourager les investisseurs européens d'examiner les opportunités en Afrique

29-1er déc. Zambie

Mines 2006

Mines 2006 est le quatrième d'une série de réunions de partenariats sectoriels financées par le programme UE-SADC pour la promotion de l'investissement (ESIPP). Il porte sur le secteur minier dans les 14 pays de la SADC en encourageant les partenariats internationaux, financiers, techniques et commerciaux

Décembre
4-5 Suisse

Mise en oeuvre et suivi du sommet WSIS

En tant que suivi des résolutions de la conférence WSIS tenue en novembre 2005, une réunion d'experts aura lieu sous le thème "utiliser les TIC dans le but de parvenir à l'Expansion et au Développement". La réunion discutera de l'impact que les TIC ont sur les aspects de développement tels que les secteurs industriels, le commerce international et l'emploi.

3 Madagascar

Élections présidentielles de Madagascar

Ce seront les huitième élections présidentielles depuis 1965. Le Président est élu par vote populaire direct pour un mandat de cinq ans et le système électoral du pays pourvoit à l'organisation d'un deuxième tour au cas où il ne ressortirait pas de vainqueur défini à l'issue du premier tour.

20 ans

1986 - 2006

A la mémoire de Samora Machel

L'AFRIQUE AUSTRALE commémorera en octobre le 20^{ème} anniversaire du décès de Samora Mo ses Machel, premier président du Mozambique et chef du Front pour la Libération du Mozambique (Frelimo).

Machel et 34 autres, y compris quelques-uns de ses assistants et conseillers les plus proches, périrent lorsque l'avion présidentiel s'est écrasé à Mbusuzini en Afrique du Sud le 19 octobre 1986.

La cause de l'accident ne fut jamais officiellement confirmée, bien que l'évidence circonstancielle pointe vers un faux signal placé par l'ancien régime apartheid en Afrique du Sud dans le but de détourner l'avion de son trajet.

Président Armando Emilio Guebuza, qui présidait la commission d'enquête en 1986, laquelle n'avait pas accès complet aux documents en possession de l'Afrique du Sud, déclara que le gouvernement ne baisserait pas les bras jusqu'à ce que les circonstances de la mort du premier président du pays aient été complètement clarifiées.

Inaugurant une plaque à la mémoire de Machel, Guebuza le décrit en tant que "leader clairvoyant et politicien visionnaire".

Il s'adressait à l'assemblée lors de cérémonies au nord du pays, à Pemba, pour commémorer la Journée des Forces Armées, anniversaire du lancement du 25 septembre 1964 de la guerre de libération afin de libérer le pays du pouvoir colonial portugais.

Cette année, la date marque le début d'un mois de commémoration du 20^{ème} anniversaire du décès de Machel, y compris une cérémonie à Mbusuzini.

Le monument de Mbusuzini est perché sur une colline isolée dans lequel 35 piliers verticaux en métal sont encastrés dans le ciment du socle, un pour chacune des victimes. Ils projettent de longues silhouettes par dessus le socle, et le vent provoque un murmure permanent à travers de petites incisions percées dans les piliers.

Le monument fut conçu par l'architecte mozambicain de renom, José Forjaz, Directeur de la Faculté d'Architecture à l'Université Eduardo Mondlane à Maputo. Forjaz explique que le monument "possède un certain nombre de significations - symbolique, esthétique, et même acoustique..."

Samora Machel était le chef du Frelimo, qui renversa l'administration portugaise coloniale grâce à la guerre de libération.

Machel devint le premier président du Mozambique lors de l'indépendance le 25 juin 1975, et son gouvernement accueillit les soldats de la libération de l'Afrique du sud et du Zimbabwe qui se battaient encore pour renverser les régimes apartheid et rhodésien



NOUS NOUS SOUVIENDRONS

Le 19 octobre 1986,

L'avion transportant le Président Samora Mo ses Machel de la République du Mozambique et 34 de ses compatriotes et collègues s'est écrasé ici à Mbusuzini, dans des circonstances inattendues.

SAMORA MOÏSES MACHEL

Né le: 29 septembre 1933 Décédé; le 19 octobre 1986

"La journée durant nous pleurerons avec vous un puissant soldat, un fils courageux, un homme d'état noble. Nous devons croire que sa mort renforcera votre résolution et la notre d'être finalement libre ... Notre combat a toujours été lié et ensemble nous serons victorieux."

(Message de condoléance de Nelson Rolihlahla Mandela, lorsqu'il était encore incarcéré, à la veuve du Président Machel, Graça Machel)

Proclame par le Conseil des Monuments Nationaux, 1998

Centre culturel en l'honneur de Neto

UN CENTRE CULTUREL en l'honneur du premier président de l'Angola et chef de la lutte de libération pour l'indépendance, António Agostinho Neto, est en construction dans sa région de la province nord de Bango. Le centre, en construction sur un terrain de 19 000 m² à Catete, village de Neto, contiendra un musée, une salle d'exposition d'art, des salles de conférence, des kiosques un auditorium et des espaces de récréation.

Jours Fériés dans la SADC pour la période octobre-décembre 2006

1er octobre	Jour Férié	Botswana
2 octobre	Jour Férié	Botswana
4 octobre	Journée de l'Indépendance	Lesotho
4 octobre	Journée de la Réconciliation/ de la Paix	Mozambique
9 octobre	Fête des Mères	Malawi
14 octobre	Journée Mwalimu Nyerere et Climax du "Parcours de la TorcheUhuru"	Tanzanie
21 octobre	Divali	Ile Maurice
24 octobre*	Eid ul Fitr	Ile Maurice, Tanzanie
24 octobre	Journée de l'Indépendance	Zambie
1er novembre	Journée des Saints	Madagascar
2 novembre	Journée des Saints	Angola
2 novembre	Arrivée des travailleurs sous contrat	Ile Maurice
11 novembre	Journée de l'Indépendance	Angola
9 décembre	Journée de l'Indépendance	Tanzanie
10 décembre	Journée Internationale de Droits de l'Homme	Namibie
16 décembre	Journée de la Réconciliation	Afrique du Sud
22 décembre	Journée de l'Unité Nationale	Zimbabwe
25 décembre	Noël Toute la SADC	
26 décembre	Journée de la Boxe	Botswana, Lesotho, Swaziland, Malawi
26 décembre	Journée de la Famille	Namibie
26 décembre	Journée Journée de la Bonne Volonté	Afrique du Sud
26 décembre	Jour Férié	Zimbabwe

*Tribunaire de la visibilité de la lune